

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des élections et des polices administratives

AP n° 82-2016-04-27-006

ARRÊTÉ portant mise en demeure

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société « QUALISOL » à « Prouxet » 82400 VALENCE D'AGEN**

Le préfet de Tarn-et-Garonne

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 novembre 1997 à la société « QUALISOL » pour l'exploitation de silos et installations de stockage et de conditionnement de céréales, à l'adresse « Prouxet » sur le territoire de la commune de VALENCE D'AGEN complété par les arrêtés préfectoraux du 12 août 2004, 1^{er} février 2012, 8 novembre 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-01-04-011 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Michel DELVERT, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 23 mars 2016 transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement fixant un délai de réponse de l'exploitant sous 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 12 avril 2016 ;

Considérant que lors de la visite en date du 3 mars 2016, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de procédures d'interventions concertées avec le SDIS, ;

Considérant que l'exploitant doit s'assurer que le délai d'approvisionnement est compatible avec la cinétique de ce type d'accident (généralement de l'ordre de plusieurs heures) et une concertation doit être menée entre l'exploitant et le SDIS en amont afin de définir des stratégies opérationnelles adaptées aux scénarii d'inflammation des produits au sein des cellules (notamment pour définir l'articulation entre les moyens propres à l'exploitant et l'intervention éventuelle des pompiers). Une procédure d'intervention doit par ailleurs accompagner la mise en œuvre de ces dispositifs : l'exploitant précisera notamment dans ce document comment il entend disposer du gaz inerte sur son site (mention des coordonnées des sociétés concernées) et indiquera le délai prévisible d'approvisionnement

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions réglementaires applicables à ce type d'installations et notamment aux prescriptions de l'arrêté préfectoral ainsi que des arrêtés ministériels susvisés ;

Considérant que l'ensemble des constats précités représente des dangers graves pour la santé, la sécurité publique et pour l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société «QUALISOL » de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral et des arrêtés ministériels susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRETE

Article 1 — La société « QUALISOL » exploitant une installation de stockage, conditionnement et séchage de céréales sise au lieu-dit « Prouxet » sur la commune de Valence d'Agen est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Disposer de procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.

Elles doivent notamment comporter :

1. le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
2. les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
3. et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. ;

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de

l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

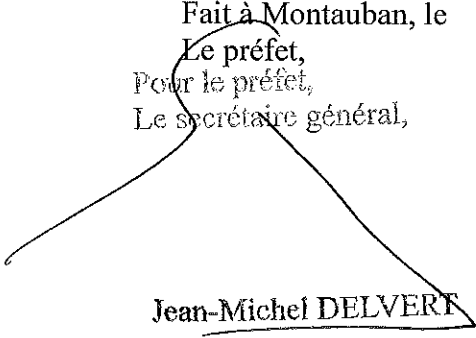
Article 4 – le présent arrêté sera notifié à la société « QUALISOL » et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de la commune de Valence d'Agen
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Les inspecteurs de l'environnement en charge des installations classées placés sous son autorité,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montauban, le **27 AVR. 2016**
Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Jean-Michel DELVERT

